

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 36 (1999)
Heft: 1390

Artikel: Carton rouge pour le Conseil fédéral
Autor: Nordmann, Roger
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1014702>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Carton rouge pour le Conseil fédéral

Décidément la politique d'asile manque de cohérence.

MME METZLER A indiqué qu'elle entendait diminuer l'*Attraktivität* de la Suisse pour les réfugiés du Kosovo, et que cela passait par la diminution de l'accès à la formation. Or c'est pourtant l'inverse qu'il s'agirait de mettre en œuvre. En offrant une formation aux Kosovars, de l'école enfantine à l'université, on facilite la reconstruction du Kosovo et on limite le risque de criminalité pendant le séjour des jeunes Kosovars en Suisse. Le droit à la formation vaut pour tout le monde, y compris pour les Kosovars.

La notion même d'*Attraktivität*, difficilement traduisible, dénote un emprunt inadéquat au vocabulaire de la promotion économique: l'*Attraktivität* de la Suisse ne dépend pas du fait que les Kosovars sont bien traités en Suisse, mais au contraire du caractère peu *attraktiv* de la vie des personnes déplacées par le nettoyage ethnique. Les liens existant entre la Suisse et le Kosovo

sont aussi un héritage de l'immigration de nombreux saisonniers dans les années quatre-vingt.

Pour justifier sa politique, la nouvelle conseillère fédérale a encore aggravé son cas: en affirmant, au cours d'une conférence de presse en compagnie de Messieurs Deiss et Ogi, vouloir anticiper une vague de xénophobie, elle contribue largement à la générer; en voulant parer Blocher, radicaux et PDC entrent en réalité dans son jeu...

Peut-être inspirée par son ancien métier de ministre des Finances à mi-temps en Appenzell, Mme Metzler a affirmé que 60000 Kosovars représentent le maximum de ce que la Suisse peut accueillir. Un dépassement mettrait selon elle en péril les finances de la Confédération! Quand on sait que les comptes de la Confédération étaient équilibrés l'année passée, cela laisse songeur.

Enfin, *last but not least*, le Conseil fédéral a imaginé le concept de War-

teräume, littéralement «salles d'attente», pour décrire l'espace dans lequel les réfugiés surnuméraires seraient parqués en attendant de pouvoir entrer dans le système légal de l'asile. Il a été précisé qu'il ne s'agissait pas de *Lager*, ce qui devrait nous rassurer. En effet, le vocabulaire utilisé était assez proche de celui de la régulation hydrique du niveau des cours d'eau, dont on a abondamment parlé à la fonte des neiges ce printemps.

Quant à Joseph Deiss, il a reçu la mission d'aller convaincre les pays de l'UE et de l'OTAN d'accueillir une partie des réfugiés dont nous ne voudrions pas. On imagine l'accueil des gouvernements européens qui dépensent des milliards pour mettre sur pied une force d'interposition et un plan de reconstruction devant permettre aux Kosovars de rentrer à la maison. Oui, décidément la barque est pleine, mais c'est celle de l'incohérence du Conseil fédéral. rn

FÉMINISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE

Quelle grammaire, ma mère!

LA QUESTION TARAUDE tous ceux, pardon toutes celles et tous ceux qui considèrent que la langue française doit représenter le faible et le fort, le ying et le yang, l'homme et sa côte, la femme et l'ombre de son ombre: comment s'adresser aux hommes et aux femmes simultanément sans tordre notre belle grammaire française?

Rude question. Expérience faite, l'expression orale s'offre plus facilement à l'innovation. Citoyenne, citoyen, électrice, électeur, travailleuse, travailleur... la parité commence à peine à entrer dans les mœurs. L'effort est à portée de toute tribune et tribun populaire, même si l'exercice exige une concentration sans faille, au risque de perdre le fil du sujet, en butant sur un genre oublié. Heureusement quelques expressions sont unisexes. Le «camarade» est extrêmement pratique, quoique très connoté, voire totalement

inadéquat suivant la nature de l'assemblée. «Chers collègues» et «chers amis» ne prêtent à aucune confusion: à consommer sans modération.

Mais la féminisation de la langue française se corse quand on passe à l'écrit. Comment transcrire l'égalité des sexes dans un article, un programme politique, ou une offre d'emploi? Exemples en quelques strophes.

• *Debout les damné-e-s de la terre, debout les forçat-e-s de la faim.* Les petits points, c'est léger, suspendu et discret. D'accord. Mais le féminin, symbolisé par le «e» semble perdu au milieu des voyelles et des consonnes, orphelin du mot qui le relie au sens de la phrase.

• *Il n'est pas de sauveur-euse suprême, ni dieu-éesse, ni César-e, ni tribun-e, producteurs-trices, sauvons-nous nous-mêmes.*

C'est de loin la pire des solutions. La phrase devient cicatrice pour la femme, hachure pour l'égalité.

• *Hideux(SES) dans leur apothéose, les rois(eines) de la mine ont-ils(elles) jamais fait autre chose que dévaliser le travail...*

La parenthèse est aujourd'hui abandonnée: les femmes s'y sont senties enfermées, exilées, exclues.

• *OuvrierEs et paysanNEs, nous sommes le grand parti des travailleurSEs.*

Cette version-là tint longtemps le haut des pavés (surtout syndicaux). Mais la femme passe soudain de l'inexistence à l'hypertrophie. On ne voit plus alors qu'une haie de majuscules, comme une armée vaguement menaçante.

L'égalité par la grammaire n'est donc pas à portée de main. D'autres combats le sont, plus importants encore. Par exemple, que lundi 14 juin, à l'anniversaire commémorant la grève de 1991, les femmes puissent fêter l'acceptation par le peuple de l'assurance maternité. gs